

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
28 mai 2004
Français
Original: anglais

**Comité du Conseil de sécurité créé
par la résolution 1533 (2004) concernant
la République démocratique du Congo**

**Note verbale datée du 24 mai 2004, adressée au Président
du Comité par la Représentante permanente de la Finlande
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Représentante permanente de la Finlande auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004), et a l'honneur de lui communiquer les informations ci-après concernant l'application de l'embargo sur les armes et le matériel s'y rapportant, décrété par l'Organisation des Nations Unies à l'encontre de la République démocratique du Congo en vertu des résolutions 1493 (2003) et 1533 (2004) du Conseil de sécurité. La présente note et la réponse présentée par l'Irlande au nom de l'Union européenne (S/AC.43/2004/4) se complètent mutuellement.

Les obligations découlant de la résolution 1493 (2003) du Conseil de sécurité sont traduites dans la Position commune n° 2003/680/CFSP et le Règlement (CE) n° 1727/2003 adoptés par le Conseil de l'Union européenne. Ledit Règlement a force de loi directement applicable dans les États membres de l'Union européenne.

Au niveau national, les embargos sur les armes imposés par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies ou l'Union européenne s'appliquent dans le cadre de la loi sur l'exportation et le transit de matériel de défense (loi n° 242/1990), modifiée par les lois 197/1995 et 900/2002. En vertu de cette loi, l'exportation, le transit et le courtage de matériel de défense doivent faire l'objet d'une autorisation spéciale.

Les directives générales relatives à l'exportation et au transit de matériel de défense, adoptées par le Gouvernement sous le numéro 474/1995 et modifiées par le décret gouvernemental 1000/2002, régissent l'octroi des licences d'exportation et de transbordement de matériel de défense. Leurs annexes 2.1.2 et 2.1.3 établissent le caractère obligatoire des sanctions économiques et des embargos sur les armes imposés par les résolutions exécutoires du Conseil de sécurité et de l'Union européenne, respectivement.



La section 7 de la loi sur l'exportation et le transit de matériel de défense stipule que quiconque enfreint les lois sur l'exportation est passible d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement ne dépassant pas quatre ans. Les sanctions et les déchéances de droits prévues en cas de violation des dispositions des textes réglementaires sont énoncées aux chapitres 10 et 46 du Code pénal finlandais.
